

LA SAISON ESTIVALE BIEN LANCÉE À BOUMERDÈS

Une plage conviviale à Boudouaou-El-Bahri

Sortant du rituel officiel, la commune de Boudouaou-El-Bahria célèbre le 47^e anniversaire de l'Indépendance avec les estivants. Il y avait du monde et de l'ambiance.

A l'entrée de la petite ville de Boudouaou-El-Bahri, une exposition photos déployée sur la petite placette accueillait les visiteurs et les estivants. Les portraits de martyrs de la Révolution rappelaient à ces derniers que leur liberté de se prélasser dans les eaux turquoise de la grande bleue de d'ex-Alma-Marine jadis interdites aux indigènes a été rendue possible grâce aux hommes et femmes qui se sont sacrifiés pour nous.

L'automobiliste, qui arrive à la lisière du maquis à l'est de l'agglomération, est accueilli à l'entrée du parking par un agent qui lui demande 50 DA. C'est la première fois que nous avons constaté dans la wilaya de Boumerdès qu'un loueur d'un parking a embauché des gardiens qui cernent les véhicules. La prestation vaut bien la somme demandée. Nous avons noté que l'accès vers la plage est bien aménagé.

Sur une esplanade, 96 adolescents et adultes s'affrontaient par équipes de trois dans un tournoi de pétanque. Le président de la Ligue de Boumerdès, Djebour Hafid, est engagé dans la compétition. Un DJ installé en plein air assure l'animation. Les enfants bien excités font le va-et-vient entre les jeux et les animateurs pour acquérir le sésame qui leur permettra de participer au tirage au sort de la kermesse. L'ambiance était bon enfant.

Les baigneurs étaient assez nombreux ; ce n'est pas encore le grand rush.



Photo : DR

Le loueur de parasols et de tentes respecte les deux carrés qui lui ont été cédés. Il semblerait que le temps de l'anarchie à chaque saison estivale est terminé. Le sable et des abords de la plage de 900 mètres sont propres. «Nous procédons à deux nettoyages par jour», dira le premier vice-président de l'APC, Khelfoun Rabah, accompagné de ses enfants. Ce responsable assure que ce rythme sera maintenu pour permettre aux baigneurs de toujours trouver la plage propre.

Mis à part les postes de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile et du bloc des sanitaires, il n'y a aucune autre bâtisse ni commerce. «Nous avons été très exigeants cette année en matière d'installation de commerce. Nous préférons leur absence que leur présence avec des problèmes.

Cette année, nos efforts consistent en la suppression de tous les points susceptibles de générer des désagréments aux estivants.

Nous sommes quelque peu satisfaits. D'ailleurs, comme la plage est éclairée, certains restent jusqu'à 22h», affirme le premier adjoint.

Le P/APC, Louriachi Kaci, nous a rejoint lorsque nous nous sommes attablés sous l'un des parasols neufs installés par Benidir Samir, venu de Béjaïa pour mettre en vente les glaces produites à Tazmalt (Béjaïa). Elles sont franchement délicieuses et pour le prix de 45 DA pièce, elles sont très abordables.

«Je suis déjà venu mais je n'étais pas très emballé pour m'installer. Le président m'a relancé et quand je suis revenu j'ai eu un coup de cœur pour cette plage.»

Il compte s'établir sérieusement dans les jours à venir pour offrir des glaces et des prestations de qualité. Cependant ce qui intéresse les élus de Boudouaou-El-Bahri c'est que ce restaurateur qui a, comme il le dit, côtoyé les tables du Saint-George d'Alger, s'installe durablement sur cette plage pour ouvrir un restaurant dans la spécialité

de grillade de poissons et de viande, et une terrasse pour la dégustation de glaces.

«La wilaya de Boumerdès manque d'endroits de standing destinés à une clientèle ciblée. C'est d'ailleurs pour nous une opportunité pour mettre en valeur ces magnifiques espaces», avoue le P/APC qui s'engage, en présence de ses collaborateurs, à l'accompagner pour lui faciliter la tâche.

M. Benidir est fortement intéressé. «Je ne viendrai pas pour l'argent. Pour ce faire ce n'est pas des endroits qui manquent le long du littoral. Mais c'est la passion du métier qui prendra le dessus ; détourner quelques clients qui vont jusqu'à l'extrême-est d'Alger pour apprécier de bonnes choses serait un défi pour tout le monde dans la commune de Boudouaou-El-Bahri», dira-t-il en prenant l'engagement de lancer quelque chose dans moins d'une vingtaine de jours. Rendez-vous est donc pris.

Abachi L.

CNAS DE GUELMA

Les cartes Chifa en bonne voie

Quarante-neuf mille cartes magnétiques à puce Chifa ont été déjà remises aux assurés de la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas) de la wilaya de Guelma.

Les cartes à puce, initiées par le ministère du Travail et de l'Emploi, vont permettre aux 111 000 ciblés assurés sociaux de la wilaya, sur les 160 000 affiliés, de s'approvisionner en médicaments auprès de 133 officines conventionnées avec la Cnas de Guelma. La mise en œuvre de la carte Chifa a été menée avec succès à l'agence Cnas de Guelma. Selon M^{me} Nadia Bougrine, directrice de cet

organisme, cette opération entre dans le cadre de la modernisation des 24 structures de la caisse et annexes de paiement, les carnets du tiers payant seront remplacés par cette carte microprocesseur.

Les détenteurs de cette dernière pourront se procurer les médicaments dans les 133 pharmacies ayant signé des conventions avec la Cnas, sachant que 14 autres le seront incessamment.

A rappeler que cet outil moderne avec des logiciels développés par la Cnas permet à ces partenaires pharmaciens, médecins, dentistes, de tenir à jour leurs fichiers et dossiers, et d'éviter les

renseignements superflus dans les traitements. Cela permet aussi un meilleur suivi des malades. Par ailleurs, la Cnas invite les assurés sociaux, bénéficiant du tiers payant, notamment les malades chroniques, à se rapprocher des agences et annexes de la caisse de la wilaya de Guelma pour recevoir leurs nouvelles cartes.

«Faute de retrait par leurs titulaires, ces derniers, qui ont été pourtant convoqués, ne se sont pas encore manifestés d'autant que les carnets de soins pour les malades chroniques ne sont plus valides.

A. Boudeffa

BORDJ-BOU-ARRERIDJ Monopoly des terres agricoles

Rêver d'une agriculture développée et intégrée à l'économie relève de l'utopie. C'est le constat fait par le président de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa) de la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj en l'occurrence M. Thabti Hamlaoui.

L'ampleur de l'échec des politiques publiques visant le développement de l'agriculture apparaît de jour en jour avec force. Les fellahs dont le nombre est de 21 000 exploitent près de 187 000 hectares. Plus de la moitié des exploitants vivent de leurs activités agricoles et souffrent du manque de moyens de production, qui sont en dehors de leurs possibilités financières. A titre illustratif, une moissonneuse-batteuse coûte 5 millions de dinars et les engrais manquent sur le marché national. Quant à la CCLS, elle fournit l'engrais uniquement pour les exploitants céréaliers. Dans un tel contexte, le rêve d'une agriculture nourrissant le pays sans spéculation est une utopie, soutient le président de l'Unpa. Il y a lieu de croire que le laisser-aller des élus locaux et des pouvoirs publics est en train de sacrifier l'agriculture tout en ménageant les profits des spéculateurs. Le massacre de la politique agricole ne s'arrête pas là. En effet, il y a parmi les propriétaires terriens, des gens avides et sans scrupules qui délaissent intentionnellement leurs terres à vocation agricole, surtout celles limitrophes du périmètre urbain, faisant d'elles des décharges publiques au su et au vu des autorités locales. En bout de course, les propriétaires terriens déclarent le passage de la terre agricole en assiette de terrain urbanisable. Il va sans dire qu'un rapport dans ce sens sera établi par la DSA, qui fait un constat (terre non productive, voire stérile), et l'APC, l'APW et la Duch suivront la même logique et délivreront le certificat d'urbanisme. D'autres spéculateurs achètent des terres agricoles à bas prix, et se mettent en attente pour quelques mois, et à coups de pression sur l'administration et les élus locaux, ou par des moyens illégaux et d'abus en tout genre, arrivent à faire d'une parcelle de terre agricole un terrain urbanisable.

Ainsi, sur la RN5, une terre agricole de plusieurs hectares, se trouvant entre le chef-lieu de la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj et El-Achir, a été transformée en zone d'activité, on y trouve des stations d'essence, des stations d'enrobage hautement polluantes, des minoteries, une décharge publique de 4 hectares, un hôtel en voie de finition, etc.

La wilaya de Bordj-Bou-Arreridj comptait 187 000 ha de terres agricoles en 1990, près de 5 000 ont été détournés de leur vocation sous prétexte de l'extension de la ville... En 2007, 20 ha de terres agricoles ont été cédés au ministère de la Justice pour en faire un pénitencier, c'est ce que l'on appelle de nos jours le développement durable. Il faut souligner que ces terres produisaient 20 quintaux à l'hectare de céréales. La croissance des revenus fonciers liée à la vigueur du marché immobilier et à la hausse des prix de vente confirme le rôle dominant des spéculateurs dans l'acquisition de terres agricoles qu'ils détournent de leur vocation pour en faire des terrains à bâtir. Cette situation a permis à une poignée de spéculateurs d'engranger sans efforts, sans mérite et sans travail, d'importants capitaux.

A noter que l'opération financière d'acquisition ou de vente établie auprès des notaires est totalement en dessous du prix du marché. Pourtant, la direction des impôts ne manque pas de cadres compétents pour vérifier l'exactitude des éléments déclarés et rappelle, le cas échéant, l'impôt dû lorsque les montants déclarés sont grossièrement inférieurs à la valeur réelle du marché, et s'assurer que le droit est respecté.

Les pouvoirs publics et les élus locaux doivent combattre ce fléau (fraude fiscale, spéculation du foncier, détournement des terres agricoles), et être conscients que les prédateurs de la chose publique ne sont pas des traders d'aspirine, car une telle aventure leur causera certainement la migraine.

Layachi Salah-Eddine